

## Le déficit courant et le besoin de financement de la France en base 2014

### 1. Déficit des échanges de biens et services, déficit des transactions courantes courant et besoin de financement de la nation

**Le solde des échanges de biens et services** de la France correspond à la différence entre les exportations et les importations totales de biens et services, mesurées en valeur (à prix courants).

**Le solde des revenus primaires** correspond à la différence entre les revenus primaires reçus du reste du monde et versés au reste du monde. Les revenus primaires considérés comprennent :

- les rémunérations des travailleurs transfrontaliers ;
- les flux d'impôts et subventions sur la production avec le reste du monde : droits de douane versés à l'Union européenne, subventions reçues de l'UE au titre de la politique agricole commune...
- les flux de revenus de la propriété (intérêts, dividendes, bénéfices réinvestis d'investissement directs à l'étranger, revenus des détenteurs de parts d'organisme de placement collectif...).

**Le solde des revenus de transfert** correspond à la différence entre les revenus de transfert reçus du reste du monde et versés au reste du monde. Les revenus de transfert considérés comprennent notamment :

- les cotisations versées (resp. prestations reçues) par un ménage résidant dans un pays A à un (resp. d'un) régime d'assurance sociale situé dans un pays B ;
- la contribution versée par la France au budget de l'UE ;
- les transferts courants entre ménages de différents pays (cas notamment de transferts monétaires de travailleurs émigrés à leurs proches demeurés dans leur pays d'origine).

L'ensemble des flux de revenus primaires et de transfert est également appelé solde des opérations de répartition. **Le solde des transactions courantes** correspond à la somme du solde des échanges de biens et services, du solde des revenus primaires et du solde des revenus de transfert.

Enfin, **la capacité ou le besoin de financement de la nation** (selon que le solde est excédentaire ou déficitaire) correspond au solde des transactions courantes majoré du solde du compte de capital, qui retrace principalement la différence entre les montants d'aides à l'investissement reçues d'autres pays et versées à d'autres pays. Lorsque ce solde est négatif (comme c'est le cas aujourd'hui), il doit être financé par des entrées nettes de capitaux via par exemple des émissions de dette ou d'actions souscrites par des non-résidents.

### 2. Des soldes retracés à la fois en balance des paiements et en comptabilité nationale

Les soldes décrits dans la section précédente existent à la fois - parfois sous des dénominations un peu différentes - en comptabilité nationale et en balance des paiements (BdP). Qui plus est, la BdP - produite par la Banque de France - est normalement la source principale d'information utilisée par la comptabilité nationale pour évaluer ces transactions. Si les échanges de biens sont évalués sur la base de données douanières, ce sont des dispositifs statistiques mis en place par la BdP qui fondent l'essentiel des estimations de la comptabilité nationale relatives aux échanges de services, aux flux de revenus primaires ainsi qu'aux flux de revenus de transfert.

Pour autant des écarts importants sont apparus au cours des dernières années entre BdP et comptabilité nationale : **ainsi le solde de transactions courantes pour l'année 2016 était, en base 2010, inférieur de 38,8 Md€ au solde des transactions courantes publié par la BdP.** Ces écarts résultaient notamment

d'importantes améliorations méthodologiques engagées depuis une dizaine d'année par la BdP pour accroître la précision de ses estimations, sur les échanges de services<sup>1</sup> (hors tourisme) comme sur les flux de revenus primaires.

En outre, la Banque de France a rendu publique en avril 2018 de nouvelles estimations du solde touristique, liées à une refonte de la méthode d'exploitation de l'enquête auprès des visiteurs venant de l'étranger : il en résulte une amélioration d'une dizaine de milliards d'euros de l'excédent touristique annuel de la France.

Tableau : Évaluations de la BdP et des comptes nationaux

	Chiffres 2016, publiés en 2017			Chiffres 2017, publiés en 2018		
	Balance des paiements	Comptes nationaux, base 2010	Écarts	Balance des paiements	Comptes nationaux, base 2014	Écarts
<b>Solde des échanges de biens et services</b>	<b>-26,8</b>	<b>-43,4</b>	<b>-16,6</b>	<b>-21,7</b>	<b>-25,3</b>	<b>-3,6</b>
Solde des échanges de biens	-26,8	-29,2	-2,4	-48,2	-41,0	+7,2
Solde des échanges de services	+0,0	-14,8	-14,8	+26,5	+15,7	-10,8
<i>Services hors tourisme</i>	-1,8	-16,1	-14,3	+9,5	-1,4	-10,9
<i>Tourisme</i>	+1,8	+1,3	-0,5	+17,0	+17,0	+0,0
<b>Solde des opérations de répartition</b>	<b>+7,8</b>	<b>-14,4</b>	<b>-22,2</b>	<b>+8,6</b>	<b>+11,1</b>	<b>+2,5</b>
Revenus primaires	+52,8	+35,5	-17,3		+56,8	
Revenus de transfert	-45,0	-49,9	-4,9		-45,6	
<b>Solde des transactions courantes</b>	<b>-19,0</b>	<b>-57,8</b>	<b>-38,8</b>	<b>-13,1</b>	<b>-14,1</b>	<b>-1,0</b>
<b>Capacité (+) / Besoin de financement de la nation</b>		<b>-56,1</b>			<b>-12,8</b>	

Sources : Insee, Banque de France - milliards d'euros

A l'occasion de la base 2014, la Banque de France et l'Insee ont donc engagé un travail minutieux visant à faire converger leurs estimations sur le plus grand nombre possible de postes (dont le solde touristique). Au terme de cet exercice il demeure certains écarts, notamment dans le détail des opérations, mais dont l'ampleur est sans commune mesure avec ce qui précédait.

Sur les échanges de biens l'écart s'est aggravé : -2,4 Md€ en base 2010 (année 2016), +7,2 Md€ en base 2014 (année 2017). Ceci provient notamment d'une modification apportée récemment par la BdP au traitement des activités de négoce international, i.e. l'achat-revente de biens par des résidents sans que ces biens franchissent jamais la frontière française. Les marges des négociants sont enregistrées en exportations des biens concernés, donc affectent le solde des échanges de biens. La BdP a notamment revu en nette baisse l'activité de négoce dans l'aéronautique. L'Insee a préféré engager des travaux de refonte de l'ensemble des estimations d'emplois et de ressources portant sur le produit aéronautique avant de reprendre les nouvelles estimations de la BdP.

Sur les échanges de services hors tourisme, l'écart s'est un peu réduit : -10,9 Md€ en base 2014 (année 2017) au lieu de -14,3 Md€ en base 2010 (année 2016). Certains postes d'exportations ont été revus en

<sup>1</sup> Une des innovations les plus marquantes a porté sur les estimations d'échanges de services effectués par des entreprises réalisant moins de 30 millions d'euros de transaction avec l'étranger au cours d'une année civile : les comptes-rendus de paiement transmis par les établissements bancaires ont été abandonnés au profit d'une nouvelle enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS).

hausse pour les rapprocher des estimations les plus récentes de la BdP. L'écart important qui demeure - une dizaine de milliards d'euros - est concentré sur les services de transport : une refonte des estimations relatives aux échanges de services de transport sera engagée dans les prochaines années.

L'écart sur le solde touristique, qui était déjà très faible en base 2010, est nul en base 2014. Les données de la BdP ont été révisées symétriquement à la hausse pour mieux tenir compte de l'ampleur du tourisme en provenance des pays émergents (dont les dépenses sont comptabilisées en exportations).

Les écarts sur le négoce international et les services de transport se compensant plus ou moins, l'écart entre comptabilité nationale et BdP sur les échanges totaux de biens et services est maintenant très réduit : - 3,6 Md€ en base 2014 (année 2017) au lieu de -16,6 Md€ en base 2010 (année 2016).

L'écart sur le solde des opérations de répartition, très important en base 2010 (-22,2 Md€ sur l'année 2016), est désormais très réduit en base 2014 : +2,5 Md€ sur l'année 2017. C'est principalement sur les revenus primaires qu'a porté l'effort de convergence car ce sont les revenus primaires qui concentraient les principaux écarts. C'est notamment sur les flux d'intérêt que le solde a été revu en forte hausse en comptabilité nationale, pour se rapprocher des estimations de la balance des paiements.

### 3. Une dégradation du solde des transactions courantes beaucoup moins marquée qu'auparavant

Les travaux menés conjointement par la BdP et les comptes nationaux de l'Insee n'ont pas consisté qu'à rapprocher les estimations sur les années les plus récentes : une attention toute particulière a été apportée à la révision de la plupart des séries depuis le début des années 2000.

En particulier, les estimations précédentes du solde touristique par la BdP prenaient mal en compte le dynamisme des dépenses des touristes originaires de pays émergents, dont le nombre a beaucoup crû au cours des quinze dernières années. Les recettes touristiques (comptabilisées en exportations) étaient donc nettement surestimées sur les dernières années, mais pas au début des années 2000 où la plupart des touristes étrangers provenaient de pays anciennement industrialisés. Les révisions du solde touristique sont donc très importantes en évolution sur les quinze dernières années.

De manière générale, la dégradation du solde des transactions courantes aussi bien que de la capacité / besoin de financement de la nation depuis le début des années 2000 est beaucoup moins forte en base 2014 qu'en base 2010. En base 2010, après un pic à 2,9 % du PIB atteint par la capacité de financement entre 1997 et 1999, le solde dégradait assez continûment jusqu'à atteindre un besoin de financement de 3,1 % du PIB en 2012 et 2014, proche du point bas de 3,5 % du PIB atteint ponctuellement en 1982. En base 2014 la dégradation est presque tout aussi nette et continue, mais le point bas atteint en 2012 et 2014 n'est plus que de 1,3 % du PIB, loin du besoin de financement atteint en 1982.

